

[Français]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA POSITION DU GOUVERNEMENT SUR L'APPLICATION DES RÉGLEMENTS RELATIFS AUX COMMUNICATIONS SOL-AIR

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Il y a une dizaine de jours, le ministre recevait un télégramme des inspecteurs-pilotes de l'Aviation civile canadienne, section Québec, dans lequel ils affirment que l'usage du français ne compromet d'aucune façon la sécurité aérienne. Depuis lors, est-ce que le ministre peut dire s'il a toujours l'intention de faire appliquer les directives émises par M. McLish, ou si des négociations sont actuellement en cours à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'étude sur la sécurité et sur l'utilisation des langues en matière de voyages aériens est toujours en cours et je n'ai actuellement aucune raison de penser que la situation change. Mes collaborateurs s'entretiennent avec un grand nombre de personnes, y compris avec les inspecteurs dont a parlé le député, pour poursuivre plus avant l'examen de cette question de surveillance.

[Français]

LES COMMUNICATIONS SOL-AIR—LES CONSULTATIONS AVEC LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que le solliciteur général de la province de Québec appuie d'emblée la position de l'Association des pilotes, est-ce que le ministre a discuté avec le solliciteur général du Québec, ou a-t-il l'intention de le faire à ce sujet également?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Je compte bien en discuter. Nous devons laisser la question de la sécurité entre les mains de ceux qui sont compétents en la matière.

* * *

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

LA POSSIBILITÉ DE MUTATION DU PERSONNEL À LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme M^{me} Plumptre occupe maintenant un nouveau poste, les employés de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires ont-ils été tous licenciés ou mutés, ou y en a-t-il toujours au service de la Commission?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, les membres de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires ont été transférés à la nouvelle Commission anti-inflation dans la quasi-totalité des cas, je dirais à 95 p. 100.

Questions orales

[Traduction]

M. Towers: Tous les rapports, les prix courants et la documentation dont s'est servie la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires seront-ils mis à la disposition de la Commission de lutte contre l'inflation?

[Français]

M. Ouellet: Oui, monsieur le président, le travail qui se faisait sous l'ancienne commission doit être continué avec la nouvelle.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE

PÂTES ET PAPIERS—LA POSSIBILITÉ D'ACCORDS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX POUR LE REBOISEMENT ET LA GESTION DE L'INVENTAIRE FORESTIER

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le cabinet a-t-il étudié la grave situation économique dans laquelle se trouve actuellement l'industrie de la pâte à papier et de la cartonnerie au Canada et songe-t-il à rétablir certains accords conclus avec les provinces durant les années 60? Ils aideraient l'industrie à l'égard de certaines questions, notamment l'accès forcé, le reboisement et la gestion de l'inventaire forestier.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): J'examinerai volontiers ces questions, mais je me demande si le député se rend compte qu'il réclame en réalité une hausse appréciable des dépenses gouvernementales.

* * *

● (1440)

LE CABINET

PROPOSITION DE RÉTABLISSEMENT DU MINISTÈRE DES FORÊTS

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Une question supplémentaire. Vu les difficultés qu'éprouve l'industrie forestière qui, soit dit en passant, est la deuxième plus importante au Canada, je me demande si le premier ministre envisage de rétablir un ministère qui s'occuperait directement de cette industrie?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je peux envisager cela aussi, mais comme je l'ai répondu l'autre jour à un député de l'opposition qui me posait une question sur le multiculturalisme, je dois tenir compte du fait que l'opposition a demandé l'expansion d'un ministère, ce qui veut évidemment dire dépenser plus d'argent. Je vais y songer.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'APPLICABILITÉ DU PROGRAMME DANS LE CAS DU GAZ NATUREL

M. Alan Martin (Scarborough-Ouest): Monsieur l'Orateur, une question à l'intention du ministre des Finances. Suite à ses commentaires de tout à l'heure, le ministre aurait-il l'obligeance de dire si, à son avis, les directives anti-inflation s'appliqueront à toute majoration posté-